

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 32.227/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 32.227/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", a donné le 22 octobre 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 september 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie", heeft op 22 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

I. Quant à la technique législative mise en oeuvre

1. La loi en projet apporte de nombreuses modifications à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. Chaque disposition de cette loi est soit remplacée, soit modifiée, soit abrogée.

Par ailleurs, les classifications des armes sont fondamentalement revues afin de respecter davantage la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ainsi que la Convention du 19 juin 1990 d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes.

Lorsqu'une telle réforme est entreprise, il est souhaitable, dans un souci de sécurité juridique et de simplification législative, que le législateur abroge totalement la loi en vigueur et la remplace par un nouveau texte.

La nécessité d'adopter une nouvelle loi autonome sera illustrée lors des observations particulières.

2. Si le recours aux habilitations peut se justifier pour établir une réglementation là où elle présente de réels aspects techniques, il convient cependant de veiller dans ce cas à ce que le législateur traduise de manière précise ses intentions en donnant au Roi des orientations claires quant aux objectifs à atteindre.

Un certain nombre de dispositions manque à cette exigence. En effet certaines habilitations au Roi sont excessives.

.../...

a) Selon, l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 4 en projet, toute personne qui souhaite exercer l'activité d'armurier ou agir comme intermédiaire doit prouver son aptitude professionnelle et justifier des moyens financiers utilisés pour l'exercice de l'activité "dans les conditions déterminées par le Roi". Cette disposition n'apporte aucune précision sur les exigences requises du point de vue de l'aptitude professionnelle, ni sur les garanties financières qui devront être fournies.

Or, le commentaire de cette disposition précise que

"L'aptitude professionnelle requise a bien évidemment trait en premier lieu à la connaissance de la réglementation applicable, à la déontologie de la profession ainsi qu'à la technique et à l'utilisation des armes. Pour ce qui est des moyens financiers, l'objectif est de vérifier s'ils ne sont pas d'origine frauduleuse ou criminelle et si le candidat est suffisamment solvable pour entreprendre personnellement de telles activités ou s'il agit au contraire comme homme de paille pour une tierce personne".

Eu égard à ces explications et comme en ont convenu les délégués du ministre, la délégation au Roi pourrait être mieux circonscrite.

b) L'article 2bis en projet concerne l'agrément des personnes physiques et morales de droit privé qui détiennent une collection de plus de dix armes à feu soumises à autorisation. En vertu de cette disposition,

"Le Roi détermine les conditions auxquelles est soumise la collection et les précautions spéciales à prendre si les armes ont été fabriquées après 1945".

Le texte en projet ne donne cependant aucune indication sur le contenu de ces conditions et de ces précautions.

Il ressort des explications des délégués du ministre, que ces conditions ont essentiellement trait à la sécurité de la détention de ces collections et que les précautions à prendre sont principalement d'ordre technique. Le texte en projet devrait être précisé en ce sens.

.../...

c) En vertu de l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 5°, en projet, celui qui souhaite obtenir une autorisation de détention d'une arme à feu doit notamment "réussir une épreuve portant sur la connaissance de la réglementation applicable ainsi que sur la manipulation d'une arme à feu, dont les modalités et les exemptions sont déterminées par le Roi".

Il devrait revenir au législateur d'indiquer dans quelles circonstances les exemptions pourront intervenir.

Au 7° en projet, il est prévu que celui qui veut obtenir l'autorisation de détenir une arme à feu doit pouvoir se prévaloir d'un motif légitime. "Ces motifs légitimes sont déterminés par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

L'habilitation ainsi conférée au Roi relève de l'essence même des prérogatives de la fonction législative.

Il doit revenir au législateur le soin d'identifier clairement les motifs qui autoriseront les particuliers à détenir une arme à feu ou à tout le moins, de déterminer les limites dans lesquelles le Roi peut apprécier ces motifs légitimes.

La même observation vaut pour l'article 16 en projet qui prévoit que

"Le stockage d'armes à feu ou de munitions soumises à autorisation ne peut avoir lieu que si, pour la quantité concernée, il existe un motif légitime déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

d) L'article 14quater en projet détermine quelles sont les personnes autorisées à transporter une arme. Le 2° en projet précise que les titulaires d'une autorisation de détention d'une arme à feu ainsi que les personnes visées à l'article 8 c'est-à-dire les titulaires d'un permis de chasse, les titulaires d'une licence de tireur sportif ainsi que les titulaires d'une carte européenne d'armes à feu délivrée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ne pourront transporter une arme que dans les conditions à déterminer par le Roi.

.../...

Ici aussi, la délégation de pouvoirs reconnue au Roi est beaucoup trop imprécise, le législateur devant davantage circonscrire celle-ci.

e) Selon l'article 28 en projet, il appartient au Roi d'établir un code de déontologie pour les armuriers agréés en concertation avec les représentants officiels du secteur concerné. La loi en projet reste silencieuse sur le contenu de ce code et plus particulièrement sur les droits et devoirs des armuriers.

Le législateur devrait être plus précis sur les obligations qui pèseront sur cette catégorie de commerçants.

De même le législateur devrait déterminer les différentes hypothèses qui conduiront à la destruction des armes à feu, cette destruction pouvant porter atteinte au droit de propriété d'autrui.

Selon les explications des délégués du ministre, la destruction des armes à feu peut intervenir dans le cas d'une confiscation (article 17bis en projet) ou sur une base volontaire lorsque l'arme est devenue impropre à l'usage. Cette dernière hypothèse devrait être clairement exprimée dans le texte en projet.

Eu égard à l'ensemble de ces observations, le projet doit être revu et complété sur bien des points.

II. Quant à la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées

La réglementation en projet relève de la compétence résiduelle de l'Etat fédéral. Toutefois, pour ce qui concerne les armes de chasse et les armes utilisées dans le cadre du tir sportif, il y a lieu d'avoir égard à la compétence d'une part, des Régions pour la réglementation relative à la chasse et d'autre part, des Communautés pour le sport (article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Selon, l'article 6, § 1^{er}, III, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, les Régions sont compétentes pour "la chasse à l'exception de la fabrication, du commerce et de la détention d'armes de chasse et de la tenderie".

L'Etat fédéral est donc bien compétent pour élaborer une réglementation relative aux armes ayant trait notamment aux conditions de leur détention et de leur utilisation.

Cependant, comme l'a fréquemment souligné la Cour d'arbitrage, le législateur fédéral ne peut, en exerçant sa compétence résiduelle, porter atteinte de façon excessive aux compétences attribuées aux communautés et aux régions par la Constitution ou en vertu de celle-ci, notamment en rendant l'exercice de celles-ci impossible ou exagérément difficile ⁽¹⁾.

La rédaction de certaines dispositions du projet pourrait donner lieu à une interprétation selon laquelle elles seraient de nature à interférer avec les réglementations régionales ou communautaires.

a) Ainsi, l'article 8 en projet dispense notamment les titulaires d'un permis de chasse ainsi que les titulaires d'une licence de tireur sportif d'être en possession d'une autorisation de détention d'une arme à feu. Toutefois, le texte en projet précise que cette dispense ne peut intervenir que si, à l'occasion de la délivrance du permis de chasse ou de la licence de tireur sportif, les autorités compétentes ont vérifié "les antécédents pénaux de l'intéressé, sa connaissance de la législation sur les armes et son aptitude de manipuler une arme à feu en sécurité".

Or, il apparaît que les régions et notamment la Région wallonne subordonne la délivrance du permis de chasse à l'ensemble de ces conditions. En vertu de l'article 4, § 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 1995 relatif aux permis et licences de chasse, le permis n'est délivré par le fonctionnaire compétent que sur la production d'un certificat de bonnes vie et moeurs, émanant de l'administration communale du domicile du demandeur dans les deux mois qui précèdent la demande ainsi

⁽¹⁾ Arrêt n° 102/99 du 30 septembre 1990, point B.9.2.

que sur la production d'un certificat régulier attestant que le demandeur a réussi l'examen de chasse organisé par la Région wallonne ou les examens équivalents organisés dans les autres régions du Royaume. L'examen de chasse ⁽²⁾ comporte notamment une épreuve théorique sur la connaissance des armes de chasse, des munitions et de l'éthique de la chasse; quant à l'épreuve pratique, elle comprend une manipulation des armes de chasse. Le fonctionnaire compétent pour la délivrance du permis de chasse est également tenu de vérifier que le demandeur n'a pas fait l'objet dans le passé de certaines condamnations pénales ⁽³⁾.

Il n'appartient dès lors pas à l'Etat fédéral de s'immiscer dans la fixation des conditions qui doivent être remplies pour l'obtention d'un permis de chasse ou d'une licence de tir sportif.

Toutefois, comme l'ont indiqué les délégués du ministre, telle n'est pas la volonté poursuivie en l'espèce.

Il n'est pas question d'imposer aux entités fédérées un cadre juridique commun pour la délivrance du permis de chasse ou pour la délivrance d'une licence de tireur sportif mais bien de subordonner la dispense de l'autorisation de détention d'une arme à feu à une vérification des antécédents pénaux, de la connaissance de la législation sur les armes et de l'aptitude à manipuler une arme à feu en sécurité.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, ces intentions doivent être mieux traduites dans la disposition en projet.

⁽²⁾ En Région wallonne, il convient de se reporter aux articles 12 à 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne.

⁽³⁾ Voir les articles 7 et 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 1995, précité.

b) Quant à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, il dispose que les Communautés doivent demander l'avis du Conseil des ministres avant d'introduire une réglementation relative à la licence de tireur sportif "afin de vérifier la concordance de cette réglementation avec les exigences de la présente loi".

Une telle disposition n'est pas compatible avec les règles de répartition des compétences, telles qu'elles ont été adoptées par le législateur spécial. En matière de sport, les Communautés sont compétentes pour édicter des règles qui leur sont propres sans devoir consulter au préalable l'autorité fédérale. Compte tenu de la compétence résiduelle de l'Etat fédéral pour ce qui concerne la réglementation des armes à feu, les Communautés devront respecter ce cadre juridique lorsqu'elles établiront une réglementation relative au tir sportif, à l'instar des Régions lorsqu'elles fixent les règles de la chasse.

Seul un accord de coopération pris sur la base de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, pourrait intervenir pour assurer une certaine cohérence entre d'une part les règles fédérales touchant aux armes à feu et d'autre part les normes communautaires en matière de tir sportif.

L'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, sera dès lors omis.

c) L'article 24, alinéa 1^{er}, en projet détermine les personnes qui sont habilitées à rechercher et à constater les infractions à la loi du 3 janvier 1933, précitée ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution.

Parmi ces personnes, il y a notamment "les préposés, gardes forestiers et inspecteurs forestiers de la gestion des forêts qui dépendent de l'Administratie Milieu, Natuur en Landinrichting du Ministère de la Communauté flamande", "les fonctionnaires et préposés de l'Administration des Eaux et Forêts de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne" ainsi que "les gardes forestiers du Service Espaces verts-Eaux et Forêts de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale".

Il n'appartient pas au législateur fédéral d'imposer à des agents régionaux de nouvelles missions. Ici aussi, seul un accord de coopération pourrait intervenir pour déterminer dans quelle mesure ces agents régionaux seraient amenés à participer à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation fédérale relative aux armes.

En conclusion, certaines dispositions de la loi en projet doivent être omises afin de se conformer à la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

Certaines dispositions en projet transposent la directive 91/477/CEE, précitée. En vertu de l'article 15, § 4, de cette directive, les Etats membres communiquent à la Commission leurs dispositions nationales, y compris les modifications en matière d'acquisition et de détention d'armes, dans la mesure où la législation nationale est plus stricte que la norme minimale à adopter ⁽⁴⁾.

Par ailleurs, aux termes de l'article 18 de la même directive,

"Lorsque les Etats membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle".

⁽⁴⁾ Des pièces transmises à l'auditeur rapporteur, il apparaît que la Commission a déjà été saisie de l'avant-projet de loi sur la base de la directive 91/477/CEE et que celle-ci a réclamé à l'Etat belge les projets d'arrêtés royaux exécutant la loi en projet afin de mieux cerner la portée de la réforme.

Il conviendrait dès lors d'insérer dans l'article 1^{er} du projet, un second alinéa spécifiant que la loi en projet transpose la directive 91/477/CEE, précitée.

Article 2

Cette disposition du projet modifie l'intitulé du chapitre Ier de la loi du 3 janvier 1933, précitée. Ce nouvel intitulé ne reflète cependant pas de façon précise le contenu de ce chapitre I^{er}.

Mieux vaudrait en effet écrire qu'il s'agit "De l'agrément des armuriers, des intermédiaires, des collectionneurs d'armes et de toute personne exerçant certaines activités professionnelles impliquant la détention d'armes à feu."

Article 3

a) Cette disposition du projet apporte des modifications à l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1933, précitée. Ces modifications sont à ce point nombreuses qu'il serait préférable, d'un point de vue légistique, de rédiger une nouvelle disposition ⁽⁵⁾.

b) Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, en projet, donne une définition de l'"intermédiaire". Il ressort des explications des délégués du ministre que cette activité est distincte de celle de l'armurier. Il convient que cette distinction apparaisse dans l'alinéa 1^{er}, en projet, et que soit supprimé à l'alinéa 2, en projet, dans la définition de l'"armurier" les mots "ou intervient comme intermédiaire".

En outre, le Conseil d'Etat observe que la définition de l'"intermédiaire" n'envisage pas dans l'activité d'un intermédiaire la conclusion d'une convention ayant pour objet la mise à disposition par location d'armes à feu.

⁽⁵⁾ De ce point de vue, il est fait référence à l'observation générale I, 1.

Selon les délégués du ministre, la disposition en projet doit être complétée en ce sens.

Par ailleurs, il ressort du commentaire de cette disposition que deux catégories d'intermédiaires sont particulièrement visées par celle-ci à savoir les courtiers ordinaires qui commandent des armes auprès d'un armurier pour le compte d'un client "mais également les "brokers", qui agissent au niveau international et qui, depuis un établissement situé en Belgique, commandent par exemple des armes dans un pays de l'ex-bloc de l'Est pour les faire livrer dans un pays d'Afrique, que ce soit ou non en passant par le territoire belge".

Le texte en projet n'indique cependant pas que l'intermédiaire doit agir depuis le territoire belge. Il devrait être plus précis sur ce point.

Selon les délégués du ministre, l'intermédiaire ne doit pas nécessairement agir depuis la Belgique, il suffit que l'activité commerciale concerne le territoire belge. Ainsi, un intermédiaire espagnol agissant depuis l'Espagne devra obtenir un agrément en Belgique s'il souhaite offrir ses services pour l'achat d'armes en Belgique.

La question qui se pose est de savoir si un tel agrément est compatible avec les règles européennes relatives à la libre prestation de services. En effet, les articles 49 (ex-article 59) et 50 (ex-article 60), alinéa 3, du Traité CE interdisent toute discrimination à l'égard d'un prestataire de services en raison de sa nationalité ou de sa résidence. Les articles 46 (ex-article 56), paragraphe 1^{er}, et 55 (ex-article 66) disposent que les Etats conservent la possibilité de prendre des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. Cette disposition dérogatoire est d'interprétation stricte.

Enfin, la Cour de Justice des Communautés européennes examine si des restrictions, même non discriminatoires, à la liberté de prestation des services peuvent être admises. La libre prestation des services, en tant que principe fondamental du Traité, ne peut être limitée que par des réglementations justifiées par l'intérêt général et s'appliquant à toute personne ou entreprise exerçant une activité sur le territoire de l'Etat destinataire,

.../...

dans la mesure où cet intérêt n'est pas sauvegardé par les règles auxquelles le prestataire est soumis dans l'Etat membre où il est établi. En outre, lesdites exigences doivent être objectivement nécessaires en vue de garantir l'observation des règles professionnelles et d'assurer la protection des intérêts qui constituent l'objectif de celle-ci. Enfin, la mesure ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'objectif visé.

C'est à la lumière de ces principes qu'il convient d'examiner la disposition en projet.

Ainsi l'intermédiaire qui désire exercer ses activités sur le territoire belge sans y être établi, devra obtenir un agrément. Tel que le projet est actuellement rédigé, cela suppose qu'il prouve son aptitude professionnelle pour cette activité et qu'il puisse justifier de l'origine licite des moyens financiers utilisés pour l'exercice de celle-ci, conformément aux exigences de la législation belge, sans qu'il soit tenu compte des autorisations que ce prestataire de services aura éventuellement obtenues dans l'Etat membre de l'Union européenne où il est établi.

Par un arrêt du 17 décembre 1981, la Cour de Justice des Communautés européennes a jugé que si la détention par le prestataire établi à l'étranger d'une autorisation délivrée par l'Etat d'établissement n'empêche pas l'Etat sur le territoire duquel se localise le service d'imposer à son tour une autorisation, encore faut-il que cet Etat "tienne compte des justifications et garanties déjà présentées par le prestataire pour l'exercice de son activité dans l'Etat membre d'établissement" ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾.

Le texte en projet doit donc être fondamentalement repensé pour tenir compte des exigences du droit européen.

⁽⁶⁾ Affaire n° 279/80, Webb, Rec., p. 3327.

⁽⁷⁾ Voir en ce sens l'avis 30.940/2, donné le 28 novembre 2000, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Moniteur belge du 19 juillet 2001).

c) Pour ce qui concerne la délégation de pouvoirs au Roi prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, en projet, il est renvoyé à l'observation générale I, 2.

d) Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet précise que le gouverneur compétent pour l'octroi de l'agrément est celui du lieu d'établissement de l'armurier. Or, en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 2, actuel de la loi du 3 janvier 1933, précitée, que le projet ne modifie pas, le gouverneur doit demander l'avis de différentes autorités avant de prendre sa décision concernant l'agrément dont notamment l'avis motivé "du bourgmestre de la commune où le requérant se propose d'exercer son activité". Il est donc tantôt question du lieu d'établissement de l'armurier, tantôt du lieu où il se propose d'exercer son activité professionnelle.

Interrogés sur le sens de ces notions, les délégués du ministre ont répondu qu'il était identique. Dans un souci d'uniformité de la terminologie, il serait souhaitable que le projet fasse usage d'une seule de ces notions.

e) Le projet abroge le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, tout en laissant subsister l'alinéa 4 de ce même paragraphe.

Compte tenu de l'abrogation de l'alinéa 3, il ne peut plus être question dans l'alinéa 4 d'une décision de refus du Ministre de la Justice. Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette disposition doit dès lors également être revue.

f) Pour les modifications apportées au paragraphe 2, 2°, il y a lieu d'écrire :

"i) par la loi du 10 avril 1990 ... (suite comme au projet);

j) par la loi du 19 juillet 1991 ... (suite comme au projet)".

.../...

g) La modification apportée au paragraphe 2, 3°, concerne la responsabilité pénale des personnes morales. Toutefois, il y est également question de "mesure de sûreté" concernant des personnes morales. Interrogés à ce sujet, les délégués du ministre ont répondu qu'en l'espèce, cela n'avait pas de sens. La disposition en projet sera donc revue.

Article 5

Cette disposition insère un article 2bis dans la loi du 3 janvier 1933, précitée.

Il est fait référence à l'observation générale I, 2.

Dans la version française du texte en projet, il convient d'écrire qu'il s'agit d'"une collection de plus de dix armes à feu ... (la suite comme au projet)".

Par ailleurs, la référence à "l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéas 5 à 7" n'est pas correcte, l'article 1^{er}, § 1^{er}, ne comprenant que cinq alinéas.

La disposition en projet sera revue sur ce point.

Article 6

Cette disposition du projet remplace l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933, précitée, afin de se conformer davantage à la classification des armes telle qu'elle est consacrée notamment par la directive 91/477/CEE, précitée.

a) La première catégorie a trait aux armes prohibées. Parmi celles-ci, il est question au paragraphe 1^{er}, 1°, en projet des "mines antipersonnel et pièges ou dispositifs de même nature, à savoir tout engin placé sur ou sous n'importe quelle surface ou à proximité de celle-ci et conçu ou adapté pour exploser ou éclater du simple fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne, y compris les dispositifs anti-manipulation et les armes laser aveuglantes ...".

.../...

L'interdiction de ce type d'armes a fait l'objet de conventions internationales dont la Convention du 10 octobre 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, approuvée par la loi du 6 décembre 1994 ainsi que ces protocoles additionnels. Une définition des mines antipersonnel, des pièges et des autres dispositifs ainsi que du dispositif anti-manipulation est consacrée dans le Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996.

Dès lors que la Belgique a approuvé ce Protocole, il conviendrait que l'article 3, § 1^{er}, 1°, s'inspire davantage de ces définitions.

La Belgique a également approuvé le Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires. Or, la loi en projet n'y fait pas expressément allusion.

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'il s'agit d'un oubli. Le texte en projet devra être revu sur ce point.

b) Au paragraphe 1^{er}, 10°, en projet, sont visées "toutes les armes offensives cachées ou secrètes qui ne sont pas considérées comme arme de panoplie". Or, au 6° en projet, il est déjà question des "armes à feu fabriquées ou modifiées de manière à en rendre le port invisible ou moins visible ou à en augmenter la capacité offensive et les armes à feu qui ont l'apparence d'un objet autre qu'une arme".

Selon les délégués du ministre, les armes visées au 10° en projet sont généralement des armes non à feu comme par exemple des sprays de défense.

Il conviendrait en conséquence de spécifier au 10° en projet qu'il s'agit d'armes non à feu.

.../...

c) Le 12° en projet interdit "les objets qui ne sont pas conçus comme arme mais dont on peut supposer, compte tenu des circonstances concrètes, que leur porteur entend manifestement les utiliser aux fins de menacer ou de blesser physiquement des personnes".

Il ressort des explications fournies par les délégués du ministre qu'il ne s'agit pas d'interdire le port d'une batte de base-ball par exemple mais de pouvoir qualifier cette batte de base-ball d'arme prohibée lorsqu'elle est utilisée pour menacer des personnes ou pour commettre des actes de vandalisme.

Selon le 12° en projet, tout objet utilisé pour blesser quelqu'un ou pour le menacer peut être qualifié d'arme prohibée même si cet objet est en soi destiné à un tout autre usage.

Il est juridiquement inadéquat d'insérer dans une liste, qui entend déterminer de manière exhaustive quelles sont les armes prohibées, une définition qui s'applique à tout objet qui, compte tenu des circonstances concrètes d'une infraction, constituera au sens de la loi pénale une arme dont l'usage est une circonstance aggravante.

La disposition doit être omise.

d) La deuxième catégorie concerne les armes de panoplie. Outre ces armes de panoplie, la directive 91/477/CEE, précitée, envisage une catégorie d'armes qui répond bien à la définition de l'arme à feu mais qui est exclue de celle-ci au motif qu'"ils sont conçus aux fins d'alarme, de signalisation, de sauvetage, d'abattage, de pêche au harpon ou destinées à des fins industrielles ou techniques à condition qu'ils ne puissent être utilisés qu'à cet usage précis".

La loi en projet n'envisage pas explicitement cette catégorie d'armes. Selon les délégués du ministre, il convient de compléter la loi en projet en envisageant spécifiquement cette catégorie d'armes comme le fait actuellement l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 relatif au classement de certains pistolets de signalisation, de certains

.../...

appareils d'abattage, de certaines armes anesthésiantes et des appareils de dressage de chiens de chasse.

Article 9

Cette disposition du projet apporte quelques modifications à l'article 5 de la loi du 3 janvier 1933, précitée. Une des modifications concerne l'alinéa 1^{er} de cette disposition. Le Conseil d'Etat se demande si cette modification ne devrait pas être associée à une autre modification précisant que les armes soumises à autorisation ne peuvent être vendues ou cédées qu'aux personnes agréées conformément à l'article 1^{er} ainsi qu'aux personnes agréées visées à l'article 2bis. La même observation vaut pour l'alinéa 2 de cette disposition.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette modification doit également viser les personnes agréées sur la base de l'article 2bis en projet.

Article 10

a) Cette disposition du projet modifie en de nombreux points l'article 6 de la loi du 3 janvier 1933, précitée. Comme il a déjà été souligné sous l'observation générale I, 1, il aurait été préférable, d'un point de vue légistique, que l'article 6 soit totalement remplacé par une nouvelle disposition.

b) Cette disposition a trait à l'autorisation de détention d'une arme à feu. Il ne ressort pas clairement du texte en projet si cette autorisation doit être délivrée préalablement à l'acquisition de l'arme en question. Ne conviendrait-il pas de prévoir qu'un armurier ne pourra vendre une arme à un particulier que si celui-ci dispose d'une autorisation de détention d'une arme à feu ?

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'effectivement une personne ne pourra acquérir une arme à feu que si elle est préalablement en possession d'une autorisation de détention d'une arme à feu, ceci étant spécifié dans un projet d'arrêté royal exécutant les nouvelles dispositions de la loi en projet.

Une telle condition devrait cependant être expressément fixée dans la loi en projet elle-même. La disposition en projet sera revue en ce sens.

c) Concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, le commentaire de la disposition souligne la volonté de confier au gouverneur la compétence de délivrer les autorisations de détention d'une arme à feu, la pratique ayant montré que "la sécurité juridique est actuellement fortement ébranlée par les interprétations et les politiques parfois très divergentes qui sont menées par les commissaires de police actuellement compétents. L'objectif de la modification est une uniformité et une égalité plus grande. Le chef de corps de la police locale ne sera plus «juge et partie» et n'agira plus qu'en qualité d'organe consultatif."

Or, le texte en projet prévoit toujours l'avis conforme du chef de corps de la police locale de la résidence du requérant avant que ne soit délivrée l'autorisation par le gouverneur compétent. Il s'ensuit que le chef de corps de la police locale dispose toujours d'une faculté de veto à l'égard de la décision du gouverneur, ce qui est contradictoire par rapport au commentaire précité.

Selon les délégués du ministre, il y a effectivement une contradiction entre le dispositif en projet et son commentaire, cette modification étant intervenue lors du dernier Conseil des ministres au cours duquel le projet a été examiné.

Il convient en conséquence de lever cette contradiction.

Par ailleurs, le texte est silencieux sur les conséquences du non-respect du délai de deux mois accordé au chef de corps de la police locale pour donner son avis conforme ou le refuser.

.../...

Pour les délégués du ministre, si le chef de corps de la police locale n'a pas donné son avis au cours de cette période, le gouverneur ne pourra pas passer outre et devra suspendre sa décision jusqu'au moment où l'avis lui parviendra. Un mécanisme devrait être institué permettant à la procédure de se poursuivre en l'absence d'avis émis dans le délai imparti.

d) Quant au paragraphe 2 en projet, il ne vise plus que "l'avis de la Sûreté de l'Etat" et non un avis conforme. Interrogés sur cette distinction, les délégués du ministre ont expliqué qu'un avis conforme avait ici un sens, seule la sûreté de l'Etat étant en mesure de procéder à des enquêtes concernant des non résidents. La disposition en projet sera revue en conséquence.

Par ailleurs, conformément à l'article 7 de la Directive 91/477/CEE, précitée, une autorisation d'acquisition d'une arme à feu soumise à autorisation ne peut être donnée à un résident d'un autre Etat membre sans l'accord préalable de ce dernier. Quant à l'autorisation de détention d'une telle arme, elle implique que l'Etat membre de la résidence du détenteur soit informé de cette détention.

Or, la disposition en projet ne prévoit rien à cet effet. Elle doit être complétée en ce sens.

e) Le paragraphe 3 en projet énumère les conditions qui doivent être remplies pour obtenir l'autorisation de détention d'une arme à feu.

Parmi ces conditions, il est prévu au 3° en projet que la personne qui sollicite cette autorisation ne peut pas "avoir fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait antérieur d'une autorisation de détention ou d'un permis de port d'une arme".

En ce qui concerne la suspension de l'autorisation de détention ou du permis de port d'une arme, il se peut que celle-ci ait été limitée dans le temps et qu'elle ne soit plus en vigueur au moment de l'introduction d'une nouvelle demande d'autorisation de

.../...

détention d'une arme à feu. Comme en ont convenu les délégués du ministre, il conviendrait dès lors de préciser que la suspension doit toujours être en cours pour que l'on puisse refuser la nouvelle autorisation de détention d'une arme à feu.

f) Pour ce qui concerne le 5° et le 7° en projet, il est fait référence à l'observation générale I, 2.

g) Le 6° en projet prévoit parmi les conditions imposées pour l'obtention d'une autorisation de détention d'une arme à feu, le fait que la "personne habitant avec le demandeur ne s'oppose pas à la demande". Il ressort des explications des délégués du ministre qu'il s'agit de n'importe quelle personne, y compris des mineurs, qui vivent avec le demandeur. Il serait cependant préférable, comme en ont convenu les délégués du ministre, de s'abstenir d'avoir l'accord ou non de jeunes enfants d'une part, en raison de l'absence d'une certaine capacité de discernement dans leur chef et d'autre part parce qu'ils risquent d'être à l'origine de conflits familiaux.

Cette disposition doit être repensée fondamentalement.

Article 11

a) Selon l'article 7, alinéa 1^{er} en projet, "Le requérant doit présenter une attestation d'aptitude psychique pour le port d'une arme".

Interrogés sur la distinction qu'il convient de faire entre cette attestation et l'attestation médicale requise pour l'obtention de l'autorisation de détention d'une arme à feu, les délégués du ministre ont expliqué que l'attestation visée à l'article 7 en projet devait être établie par un médecin, un psychiatre ou un psychologue agréé démontrant que le demandeur d'un permis de port d'arme est apte psychiquement à manipuler une arme en toute sécurité.

.../...

Selon le commentaire de cette disposition,

"Il ne s'agit pas d'un véritable examen psychologique, voire psychiatrique, mais bien d'une simple attestation médicale que peut également délivrer un médecin de famille. Il est clair qu'une personne qui est traitée pour une dépression, qui a un problème d'alcool ou de drogue, qui est connue pour être agressive ou qui est très instable mentalement ne peut entrer en ligne de compte. Un examen approfondi de la personnalité n'est pas nécessaire pour faire de telles constatations et l'expérience du médecin traitant habituel à l'égard de son patient peut apporter suffisamment d'indications".

Les explications données par les délégués du ministre ne se concilient pas tout à fait avec ce commentaire. Selon eux, ce sont des médecins agréés qui pourront remettre ces attestations sur l'aptitude psychique et leur examen ne sera pas superficiel.

Si l'intention est de procéder à un examen approfondi de la personnalité des candidats au port d'arme, alors il convient de l'indiquer clairement dans la loi en projet, s'agissant d'une atteinte à la vie privée de l'individu. Conformément à l'article 22 de la Constitution, seule la loi peut déterminer les cas et les conditions dans lesquels des atteintes à la vie privée sont autorisées.

Le texte en projet doit être revu fondamentalement sur ce point.

b) L'alinéa 4 de l'article 7 de la loi du 3 janvier 1933, précitée, n'est pas modifié par la loi en projet. Il conviendrait cependant, comme en ont convenu les délégués du ministre, de préciser dans cet alinéa qu'il s'agit également de "motifs légitimes".

Article 13

Cette disposition remplace l'article 8 de la loi du 3 janvier 1933, précitée, afin notamment d'aménager la situation juridique des titulaires d'un permis de chasse et des titulaires d'une licence de tireur sportif. De ce point de vue, il est fait référence à l'observation générale II.

.../...

Article 14

Cette disposition du projet abroge les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 3 janvier 1933, précitée. Par contre l'article 12bis de cette même loi subsiste. D'un point de vue légistique, il est hautement souhaitable d'adopter un nouveau texte de loi comme il a été souligné dans l'observation générale I, 1. Comme en ont convenu les délégués du ministre, la structure de la loi du 3 janvier 1933, précitée, doit être revue eu égard à l'importance des modifications en projet. Quant à l'article 12bis de la même loi, il devrait être inséré dans l'article 7 de la loi.

Article 16

L'article 14bis de la loi du 3 janvier 1933, précitée, est complété sur bien des points. En vertu du 9° en projet, il sera désormais interdit "de vendre des armes, y compris des armes factices, et des jouets dans un même commerce".

La disposition en projet ne précise cependant pas ce qu'il y a lieu d'entendre par "arme factice". Selon les délégués du ministre, une telle définition est consacrée par un arrêté royal du 30 mars 1995 relatif au classement de certaines armes à air ou à gaz et modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie et l'arrêté royal du 11 janvier 1995 classant certaines armes d'alarme dans la catégorie des armes de défense.

Il serait cependant souhaitable qu'une telle définition soit directement consacrée par le législateur.

Article 17

L'article 14quater, 5°, en projet prévoit que le transport d'armes n'est autorisé qu'aux transporteurs internationaux professionnels à condition que les armes ne soient pas déchargées ou transbordées sur le territoire belge. Quant aux transporteurs

.../...

internationaux qui déchargeraient des armes sur le territoire belge, ils doivent selon le 4° en projet avoir obtenu un agrément à cette fin conformément à l'article 1^{er}.

Or, l'article 1^{er} en projet exige des armuriers qu'ils soient établis en Belgique; par contre, les intermédiaires ne doivent pas nécessairement être établis sur le territoire.

Qu'en sera-t-il des transporteurs internationaux ? Une telle condition d'établissement dans le chef des transporteurs internationaux est en contradiction avec le droit européen et plus particulièrement avec la libre prestation de services, comme il a déjà été souligné sous l'article 3 du projet.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette disposition doit être plus précise sur l'agrément des transporteurs internationaux.

Article 19

Il est fait référence à l'observation générale I, 2.

Article 22

Au paragraphe 2 en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de préciser que "Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux couteaux pliants à une ou plusieurs lames qui ne peuvent être bloquées et qui ne mesurent pas plus de 10 cm, ni aux objets d'usage courant". Il est en effet logique qu'une réglementation concernant les armes ne s'applique pas à des objets qui n'ont pas été construits dans le but de servir comme arme.

Il ressort des explications des délégués du ministre que cette disposition est prise pour éviter que les forces de police ne procèdent à des saisies de canifs par exemple chez des armuriers.

.../...

Or, ces saisies ne sont pas conformes à la loi puisqu'il faut que ces canifs aient été utilisés pour menacer des personnes ou pour commettre des actes de vandalisme pour pouvoir être qualifiés d'armes prohibées au sens du Code pénal comme il a été relevé sous l'article 6.

En conséquence, l'article 22, § 2, en projet sera omis.

Article 23

a) Pour ce qui concerne l'article 24, alinéa 1^{er}, 4°, 5° et 6°, en projet, il est renvoyé à l'observation générale II.

b) Les nouveaux alinéas insérés à l'article 24 de la loi ont pour but de permettre aux personnes habilitées à rechercher et à constater les infractions de saisir provisoirement des armes et des munitions ainsi que les agréments, les permis et les autorisations mentionnées dans la loi en attendant que le gouverneur compétent prenne une décision définitive. Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, ces officiers de police judiciaire agissent dans le cadre de missions de police administrative. Alors que la saisie en matière pénale est assortie d'un cadre juridique précis, en l'espèce, les conditions, les modalités de la saisie "administrative" ainsi que les garanties pour les droits des tiers ne sont pas déterminées, en ce compris la délivrance d'un récépissé.

Cette disposition devrait être complétée en ce sens.

De même cette disposition reste très vague sur les modalités de la surveillance que ces officiers de police judiciaire seront amenés à exercer à titre préventif à l'égard des armuriers et des autres personnes agréées ainsi que des particuliers autorisés à détenir une arme à feu.

A cette fin, pourront-ils pénétrer en tout lieu en ce compris des domiciles privés ?

.../...

Le texte en projet doit être beaucoup plus explicite à ce sujet, dans le respect de l'article 15 de la Constitution.

Article 26

Il est fait référence à l'observation générale I, 2 pour ce qui concerne les différentes délégations accordées au Roi.

Par ailleurs, la loi en projet devrait être plus précise sur des notions comme "l'encodage", "l'enregistrement" et le "numérotage" des armes à feu, le but du projet de loi étant d'assurer la "traçabilité" des armes à feu sur le territoire belge.

A cet égard, le Conseil d'Etat renvoie également à l'avis de la Commission européenne qui s'est exprimée comme suit :

"La Commission se pose des questions quant à la manière dont la Belgique prévoit d'appliquer les dispositions du projet de loi sur les armes concernant l'enregistrement et l'encodage des armes à feu au sein du marché unique. Il devrait être souligné que si les armes à feu peuvent être suivies par d'autres moyens, de nouvelles exigences relatives à l'encodage et à l'enregistrement créant des formalités supplémentaires et impliquant de nouveaux coûts pour les revendeurs des autres Etats membres ne devraient pas être introduites, à moins que de telles mesures ne soient justifiées comme étant nécessaires.

Etant donné que les conditions et les modalités d'encodage des armes doivent être déterminées par le Roi conformément à l'article 26 du projet de texte, la Commission ne se trouve pas actuellement en position d'exprimer son avis quant aux dispositions concernant l'enregistrement et l'encodage".

En l'état actuel du projet, il n'est donc pas possible de déterminer la manière dont l'encodage et l'enregistrement des armes va être mise en place, les délégations au Roi étant imprécises.

Article 27

L'article 30 en projet crée un service fédéral des armes auprès du Ministre de la Justice. Le paragraphe 1^{er} en projet détermine les missions de ce service et le paragraphe 2 en projet est relatif à sa composition et à son mode de fonctionnement.

a) Il importe de rappeler que l'organisation des services administratifs de l'Etat constitue, en vertu des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, une prérogative du pouvoir exécutif.

Il revient au Roi, auquel l'article 37 de la Constitution attribue le pouvoir exécutif fédéral, de créer, maintenir, ou supprimer les services administratifs qui en relèvent, et d'organiser l'exercice de l'autorité sur ces services, en ce compris la répartition des attributions ministérielles à leur égard, les modalités de leur exercice, éventuellement conjoint, la constitution à cet effet de comités ministériels ou d'organes administratifs de coordination ⁽⁸⁾.

Le pouvoir législatif ne pourrait en conséquence faire siennes les dispositions de l'article 30, § 2, en projet, sans empiéter sur les pouvoirs que la Constitution réserve au Roi; le pouvoir exécutif méconnaîtrait, en l'y invitant, ses propres attributions.

L'article 30, § 2, en projet doit être omis.

b) L'une des missions du Service fédéral des armes est de s'occuper de "l'élaboration des épreuves d'aptitudes technique, théorique, pratique et psychique prévues par la présente loi et de l'organisation de l'examen d'aptitude professionnelle pour les armuriers".

⁽⁸⁾ Voir également en ce sens l'avis 24.770/2, donné le 27 mars 1996, sur un avant-projet devenu la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignements et de sécurité (Moniteur belge du 18 décembre 1998).

Il s'agit donc de confier une subdélégation à une autorité administrative. Cette subdélégation est excessive en ce qu'elle n'apporte aucune précision sur les matières qui feront l'objet de ces différentes épreuves.

Un tel pouvoir réglementaire doit être mieux circonscrit et doit revenir au Roi.

c) Interrogés sur la portée de l'épreuve concernant "l'aptitude psychique", les délégués du ministre ont expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une épreuve, le Service fédéral des armes étant compétent pour élaborer la liste des experts qui pourront procéder à la vérification de l'aptitude psychique de celui qui souhaite obtenir un permis de port d'arme.

Comme il a déjà été souligné sous l'article 11 du projet, le texte en projet doit être davantage précis sur ce point, notamment quant aux critères qui seront pris en considération pour la sélection des experts.

Article 30

Cette disposition modifie l'article 14 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuve des armes à feu établi à Liège. Interrogés sur la portée de cette modification, les délégués du ministre ont indiqué qu'il était souhaitable de permettre au Ministre de la Justice d'intervenir dans le contrôle des activités du banc d'épreuve établi à Liège. Le texte en projet n'apporte cependant aucune précision sur la nature de ce contrôle et ses modalités.

Alors que le projet de loi confie certaines missions à ce banc d'épreuve, il est étonnant de constater que la loi qui l'a créé, reste inchangée sauf pour ce qui concerne l'article 14 précité.

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'un avant-projet de loi devrait également intervenir pour mieux circonscrire les tâches de ce banc d'épreuve ainsi que les contrôles relatifs à ses activités.

Article 32

a) Le paragraphe 1^{er} en projet organise une sorte d'amnistie pour tous ceux qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi en projet, détiendraient une arme à feu sans être titulaires d'une autorisation de détention. Ces personnes seront en mesure de régulariser leur situation selon une procédure à déterminer par le Roi, sans être poursuivies pour avoir jusque là, détenu une arme illégalement.

Selon le commentaire de la disposition en projet,

"On vérifiera cependant si les armes en question ne sont pas recherchées parce qu'elles ont été utilisées pour commettre des faits criminels."

Le texte en projet n'est guère explicite à ce propos alors que l'article 33 du projet préconise une amnistie mais en précisant "pour autant que l'arme concernée ne soit pas recherchée ou signalée".

Cette dernière précision devrait en conséquence être également formulée au paragraphe 1^{er} de l'article 32 du projet.

b) Le paragraphe 2 en projet concerne les personnes qui détiennent une arme à feu qui devient une arme soumise à une autorisation de détention en vertu de la loi en projet.

Ces personnes devront faire la déclaration de cette arme auprès du gouverneur compétent en se rendant soit à la police locale, soit auprès d'un armurier agréé.

A la différence de la police locale, l'armurier agréé est un commerçant sur lequel va peser une certaine responsabilité à savoir déterminer parmi les armes qui lui seront présentées dans le cadre de cette disposition, celles qui requièrent une autorisation de détention. Qu'en sera-t-il de la responsabilité de cet armurier s'il a omis de désigner une arme à feu qui aurait dû être soumise à autorisation et que le propriétaire de l'arme est ensuite condamné pour détention illégale d'une arme à feu ?

Par ailleurs, cette disposition prend en considération la situation des titulaires d'un permis de chasse, des titulaires d'une licence de tireur sportif et des titulaires d'une carte européenne d'armes à feu. Deux alternatives sont envisagées, soit l'arme est automatiquement enregistrée au nom du titulaire précité, soit une autorisation lui est délivrée "à condition qu'il soit majeur et qu'il n'ait pas encouru de condamnations visées à l'article 1^{er}, § 2, de la loi précitée".

Cette disposition ne précise cependant pas dans quelle circonstance l'on aura recours soit à l'une, soit à l'autre alternative.

Selon les explications des délégués du ministre, la première alternative ne concerne que les titulaires d'un permis de chasse ainsi que les titulaires de la licence de tireur sportif, quant à la seconde alternative elle vise les propriétaires d'arme à feu utilisées pour la chasse ou le tir sportif mais qui ne sont pas titulaires des permis ad hoc.

La disposition en projet devrait être clarifiée sur ce point.

Article 33

a) Le paragraphe 1^{er} en projet prévoit que celui qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi en projet, possédera une arme prohibée ou une arme ou des munitions visées à l'article 32, § 1^{er}, pourra abandonner son arme auprès d'un service de police locale sous couvert de l'anonymat et sans s'exposer à une peine pour autant que l'arme concernée ne soit pas recherchée ou signalée.

.../...

Telle que la disposition est formulée, la dispense de la peine ne pourra intervenir que si l'arme abandonnée n'est pas "recherchée ou signalée". Or, comme l'ont indiqué les délégués du ministre, la peine pour détention illégale d'une arme à feu ne sera pas prononcée comme cela est également prévu à l'article 32, § 1^{er}, du projet, même si l'arme en question est volée ou recherchée.

Le texte en projet devrait être plus précis sur ce point.

Par ailleurs, comme en ont convenu les délégués du ministre, il se peut également que l'arme possédée par une personne soit, jusqu'à présent, une arme soumise à autorisation et qu'en vertu de la nouvelle classification consacrée par la loi en projet, elle devienne une arme prohibée.

Si le propriétaire de cette arme disposait d'une autorisation de détention pour ce type d'arme, il est disproportionné de lui imposer l'abandon de cette arme sans aucune contre-partie pécuniaire. Selon l'article 16 de la Constitution,

"Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité."

Il appartient donc au législateur et non au Roi de déterminer les conditions dans lesquelles une arme à feu détenue légalement jusqu'à présent, sera abandonnée et ensuite détruite. De même qu'il convient de fixer une juste et préalable indemnité pour la perte de ce bien.

b) Comme en ont convenu les délégués du ministre, au paragraphe 2 en projet, il convient de spécifier que l'arme à feu automatique pourra être cédée soit à un armurier agréé, soit à un intermédiaire agréé ou à un collectionneur agréé, les termes "personne agréée" étant imprécis et ne visant pas, par exemple, le transporteur d'armes qui doit aussi obtenir un agrément.

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Toegepaste wetgevingstechniek

1. De ontworpen wet brengt talrijke wijzigingen aan in de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie. Elke bepaling van deze wet wordt vervangen, gewijzigd of opgeheven.

Bovendien worden de categorieën van wapens grondig herzien om beter te voldoen aan richtlijn 91/477/EG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, alsmede de overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland, en de Franse Republiek op 14 juni 1985 te Schengen gesloten akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen.

Wanneer een dergelijke hervorming ondernomen wordt, is het ter wille van de rechtszekerheid en van de vereenvoudiging van de wetgeving wenselijk dat de wetgever de van kracht zijnde wet volledig opheft en ze vervangt door een nieuwe tekst.

De noodzaak om een nieuwe autonome wet aan te nemen zal blijken uit de bijzondere opmerkingen.

2. Het werken met machtigingen kan weliswaar gewettigd zijn voor het opstellen van een regelgeving, als aan die regelgeving reële technische aspecten verbonden zijn, maar er dient in dat geval te worden op toegezien dat de wetgever precies zijn bedoeling weergeeft door aan de Koning duidelijke richtlijnen over de te bereiken oogmerken te geven.

Sommige bepalingen voldoen niet aan dat vereiste. Bepaalde aan de Koning verleende machtigingen gaan immers te ver.

.../...

a) Volgens het ontworpen artikel 1, § 1, vierde lid, moet eenieder die een activiteit als wapenhandelaar wenst uit te oefenen of als tussenpersoon wenst op te treden, zijn beroepsbekwaamheid bewijzen en de voor zijn activiteit aangewende financiële middelen aantonen "op de wijze bepaald door de Koning". In deze bepaling wordt niets gepreciseerd over de vereisten inzake beroepsbekwaamheid, noch over de financiële waarborgen die moeten worden gegeven.

In de artikelsgewijze bespreking van dat artikel staat evenwel :

"De vereiste beroepsbekwaamheid heeft uiteraard in de eerste plaats betrekking op de kennis van de toepasselijke regelgeving, de deontologie van het vak en de techniek en het gebruik van wapens. Wat de financiële middelen betreft, is het de bedoeling na te gaan of deze niet van frauduleuze of criminele oorsprong zijn en of de kandidaat voldoende solvabiliteit heeft om persoonlijk dergelijke activiteiten op te starten, dan wel optreedt als stroman voor een derde".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat als met die nadere uitleg rekening wordt gehouden, de aan de Koning verleende machtiging beter zou kunnen worden omschreven.

b) Het ontworpen artikel 2bis heeft betrekking op de erkenning van de natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen die een verzameling van meer dan tien vergunningsplichtige vuurwapens voorhanden hebben. In deze bepaling staat dat :

"De Koning (...) de voorwaarden (bepaalt) waaraan de verzameling moet voldoen en de bijzondere in acht te nemen voorzorgen indien de wapens vervaardigd zijn na 1945".

In de ontworpen bepaling wordt evenwel geen enkele aanwijzing gegeven omtrent de inhoud van die voorwaarden en voorzorgen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat die voorwaarden hoofdzakelijk betrekking hebben op het veilig voorhanden hebben van die verzamelingen en dat de te nemen voorzorgen hoofdzakelijk van technische aard zijn. De ontworpen tekst moet in die zin worden verduidelijkt.

.../...

c) Krachtens het ontworpen artikel 6, § 3, eerste lid, 5°, moet degene die een vergunning voor het voorhanden hebben van een vuurwapen wenst te verkrijgen onder meer "slagen voor een proef betreffende de kennis van de toepasselijke regelgeving en het hanteren van een vuurwapen, waarvan de modaliteiten en vrijstellingen worden bepaald door de Koning".

De wetgever zou moeten bepalen in welke omstandigheden de vrijstellingen kunnen worden verleend.

In het ontworpen onderdeel 7° wordt bepaald dat degene die een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen wenst te verkrijgen, een wettige reden moet kunnen invoeren. "Deze wettige redenen worden bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit".

De aldus aan de Koning verleende machtiging behoort in wezen tot de prerogatieven van de wetgevende macht.

Het komt de wetgever toe duidelijk de redenen aan te geven op grond waarvan particulieren gerechtigd zijn een vuurwapen te bezitten, of op zijn minst de grenzen te bepalen waarbinnen de Koning die wettige redenen kan beoordelen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 16 dat bepaalt dat

"Het opslaan van vergunningsplichtige vuurwapens of munitie (...) alleen (mag) als daartoe voor de betrokken hoeveelheid een wettige reden, bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, bestaan".

d) In het ontworpen artikel 14quater wordt bepaald welke personen gerechtigd zijn om een wapen te vervoeren. In het ontworpen onderdeel 2° wordt gepreciseerd dat houders van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen en de personen bedoeld in artikel 8, te weten houders van een jachtverlof, houders van een sportschutterslicentie of houders van een Europese vuurwapenpas uitgereikt in een andere lidstaat van de Europese Unie, alleen binnen door de Koning te bepalen voorwaarden een wapen mogen vervoeren.

.../...

Ook hier is de aan de Koning verleende machtiging veel te onduidelijk, zodat de wetgever ze preciezer moet omschrijven.

e) Volgens het ontworpen artikel 28 staat het aan de Koning een code van beroepsethiek voor de erkende wapenhandelaars vast te stellen in overleg met officiële vertegenwoordigers van de betrokken sector. In de ontworpen wet wordt niets gezegd over die code, inzonderheid over de rechten en plichten van de wapenhandelaars.

De wetgever zou duidelijker de verplichtingen moeten aangeven die rusten op deze categorie van handelaars.

Evenzo dient de wetgever de verschillende gevallen te bepalen waarin vuurwapens kunnen worden vernietigd, omdat door vernietiging inbreuk kan worden gepleegd op het eigendomsrecht van een ander persoon.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Minister kunnen vuurwapens worden vernietigd in geval van verbeurdverklaring (ontworpen artikel 17bis) of op een vrijwillige basis wanneer het wapen onbruikbaar gemaakt is. Dit laatste geval moet in de ontworpen tekst duidelijk worden aangegeven.

Gelet op al deze opmerkingen moet het ontwerp op heel wat punten worden herzien en aangevuld.

II. Bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de deelentiteiten

De ontworpen regelgeving behoort tot de restbevoegdheid van de federale Staat. Wat betreft evenwel de jachtwapens en de wapens die worden gebruikt voor het sportschieten, dient er rekening mee te worden gehouden dat enerzijds de gewesten bevoegd zijn voor de regelgeving betreffende de jacht, en anderzijds de gemeenschappen voor de sport, (artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

.../...

Volgens artikel 6, § 1, III, 5°, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd voor "de jacht, met uitzondering van de vervaardiging van, de handel in en het bezit van jachtwapens, en de vogelvangst".

De federale Staat is dus wel bevoegd voor het opstellen van een regelgeving betreffende de wapens, die inzonderheid betrekking heeft op de voorwaarden voor het voorhanden hebben ervan en voor het gebruik ervan.

Zoals het Arbitragehof evenwel dikwijls heeft onderstreept, mag de federale wetgever, bij de uitoefening van zijn residuaire bevoegdheid, niet op overdreven wijze afbreuk doen aan de bevoegdheden die door of krachtens de Grondwet aan de gemeenschappen en gewesten zijn toegewezen, met name door de uitoefening daarvan onmogelijk of overdreven moeilijk te maken ⁽¹⁾.

De redactie van sommige bepalingen van het ontwerp is van die aard dat ze aanleiding kan geven tot interferentie met de regelgevingen van de gewesten of gemeenschappen.

a) Zo worden in het ontworpen artikel 8 inzonderheid de houders van een jachtverlof en de houders van een sportschutterslicentie vrijgesteld van de verplichting om in het bezit te zijn van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen. In de ontworpen tekst wordt evenwel bepaald dat die vrijstelling alleen kan worden verleend indien, bij het uitreiken van een jachtwapen of een sportschutterslicentie, de bevoegde overheden "de strafrechtelijke antecedenten van de betrokkene, zijn kennis van de wapenwetgeving en zijn geschiktheid om veilig een vuurwapen te hanteren" nagegaan hebben.

Het blijkt echter dat de gewesten, inzonderheid het Waals Gewest, de afgifte van een jachtvergunning afhankelijk stellen van al die voorwaarden. Krachtens artikel 4, § 1, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995 betreffende de jachtverloven en- vergunningen geeft de bevoegde ambtenaar het jachtverlof slechts af na overlegging van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat binnen twee maanden vóór

⁽¹⁾ Arrest nr. 102/99 van 30 september 1990, punt B.9.2.

de aanvraag afgegeven wordt door het gemeentebestuur van de woonplaats van de aanvrager, en van een geldig getuigschrift waaruit blijkt dat de aanvrager met goed gevolg een door het Waals Gewest ingericht jachtexamen of de in de andere gewesten van België ingerichte gelijkaardige examens heeft afgelegd. Het jachtexamen ⁽²⁾ bestaat inzonderheid uit een theoretisch examen over de kennis van jachtwapens, jachtmunitie en jachtethiek; het praktisch examen bestaat onder meer uit het vak hantering van jachtwapens. De ambtenaar die bevoegd is om de jachtvergunning uit te reiken is er eveneens toe gehouden na te gaan of de aanvrager in het verleden geen strafrechtelijke veroordelingen heeft opgelopen ⁽³⁾ .

De federale Staat mag zich derhalve niet bemoeien met het vaststellen van de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om een jachtvergunning of een sportschutterslicentie te verkrijgen.

Zoals de gemachtigden van de Minister hebben aangegeven, is dit echter niet het oogmerk dat in casu wordt nagestreefd.

De vraag of aan de deeltentiteiten een gemeenschappelijk juridisch kader moet worden opgelegd voor het uitreiken van de jachtvergunning of van een sport-schutterslicentie is niet aan de orde; wel gaat het erom de vrijstelling van de verplichting om een vergunning te bezitten voor het voorhanden hebben van een vuurwapen afhankelijk te stellen van een onderzoek naar het strafrechtelijk verleden, de kennis van de wapenwetgeving en de geschiktheid om veilig om te gaan met een vuurwapen.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat die bedoeling in de ontworpen bepaling beter moet worden weergegeven.

⁽²⁾ In het Waals Gewest dient te worden verwezen naar de artikelen 12 tot 20 van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waals Gewest.

⁽³⁾ Zie de artikelen 7 en 8 van het voormelde besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995.

b) Het ontworpen artikel 8, § 1, vierde lid, bepaalt dat de gemeenschappen het advies van de Ministerraad moeten inwinnen alvorens een regeling voor de sportschutterslicentie in te voeren "teneinde de overeenstemming van die regeling met de vereisten van deze wet na te gaan".

Een zulkdanige bepaling is niet verenigbaar met de regels inzake de bevoegdheidsverdeling, zoals ze door de bijzondere wetgever vastgesteld zijn. In sportaangelegenheden zijn de gemeenschappen bevoegd om eigen regels uit te vaardigen zonder vooraf de federale overheid te moeten raadplegen. Gelet op de restbevoegdheid van de federale Staat voor de regelgeving over vuurwapens, zullen de gemeenschappen dit juridisch kader moeten in acht nemen wanneer ze een regelgeving over het sportschieten zullen opstellen, naar het voorbeeld van de gewesten, wanneer deze de regels inzake de jacht vaststellen.

Alleen een samenwerkingsakkoord gesloten op basis van artikel 92bis, § 1, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan zorgen voor een bepaalde samenhang tussen enerzijds de federale regels betreffende vuurwapens en anderzijds de regelgeving van de gemeenschappen inzake het sportschieten.

Het ontworpen artikel 8, § 1, vierde lid, dient bijgevolg te vervallen.

c) In het ontworpen artikel 24, eerste lid, wordt bepaald welke personen gemachtigd zijn om de inbreuken op de voormelde wet van 3 januari 1933, alsmede op de uitvoeringsbesluiten ervan, op te sporen en vast te stellen.

Tot deze personen behoren onder meer : "de aangestelden, houtvesters en woudmeesters van het bosbeheer die ressorteren onder de Administratie Milieu, Natuur en Landinrichting van de Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap", "de ambtenaren en aangestelden van het bosbeheer van de «Division de la Nature et des Forêts» van het Ministerie van het Waals Gewest" en "de boswachters van de Dienst Groene Ruimten-Waters en Bossen van het Brussels Instituut voor Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

.../...

De federale wetgever mag aan gewestelijke ambtenaren geen nieuwe taken opleggen. Ook hier kan alleen in een samenwerkingsakkoord worden bepaald in welke mate die gewestelijke ambtenaren hun medewerking moeten verlenen bij het opsporen en vaststellen van overtredingen van de federale regelgeving betreffende wapens.

De conclusie is dan ook dat sommige bepalingen van de ontworpen wet dienen te vervallen om de bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de deeltentiteiten in acht te nemen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

Bij sommige ontworpen bepalingen wordt de voormelde richtlijn 91/477/EEG in intern recht omgezet. Krachtens artikel 15, lid 4, van die richtlijn, stelt elke lidstaat de Commissie in kennis van zijn nationale bepalingen, met inbegrip van wijzigingen, met betrekking tot de verwerving en het voorhanden hebben van wapens, voorzover de nationale wetgeving strenger is dan de aan te nemen minimumnorm ⁽⁴⁾.

Bovendien bevat artikel 18 van die richtlijn de volgende bepaling :

"Wanneer de Lid-Staten deze bepalingen aannemen, wordt in die bepalingen naar de onderhavige richtlijn verwezen of wordt hiernaar verwezen bij de officiële bekendmaking van die bepalingen."

⁽⁴⁾ Uit de stukken die aan de auditeur-rapporteur zijn overgezonden, blijkt dat het voorontwerp van wet reeds aan de Commissie is voorgelegd op grond van richtlijn 91/477/EEG en dat de Commissie aan de Belgische Staat gevraagd heeft om in het bezit te worden gesteld van de ontwerpen van koninklijk besluit tot uitvoering van de ontworpen wet teneinde de strekking van de hervorming beter te begrijpen.

In artikel 1 van het ontwerp zou dan ook een tweede lid moeten worden ingevoegd met de vermelding dat bij de ontworpen wet de voormelde richtlijn 91/477/EEG wordt omgezet.

Artikel 2

Bij deze bepaling van het ontwerp wordt het opschrift van hoofdstuk I van de voormelde wet van 3 januari 1933 gewijzigd. Dat nieuwe opschrift geeft de inhoud van dat hoofdstuk I evenwel niet precies weer.

Het zou namelijk beter zijn aan te geven dat het gaat om de "Erkenning van wapenhandelaars, tussenpersonen, wapenverzamelaars en alle andere personen die een beroep uitoefenen dat het voorhanden hebben van vuurwapens impliceert".

Artikel 3

a) Bij deze bepaling van het ontwerp worden wijzigingen aangebracht in artikel 1 van de voormelde wet van 3 januari 1933. Die wijzigingen zijn zo talrijk dat het vanuit wetgevingstechnisch oogpunt raadzaam is dat artikel integraal te vervangen ⁽⁵⁾.

b) In de ontworpen paragraaf 1, derde lid, wordt een definitie gegeven van de "tussenpersoon". Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de activiteit van de tussenpersoon niet samenvalt met die van de wapenhandelaar. Dat onderscheid zou uit het ontworpen eerste lid moeten blijken, terwijl in het ontworpen tweede lid, in de definitie van de "wapenhandelaar" de woorden "of daarbij als tussenpersoon optreedt" zouden moeten vervallen.

⁽⁵⁾ In dit verband wordt verwezen naar algemene opmerking I, 1.

Bovendien wijst de Raad van State erop dat in de definitie van de "tussenpersoon" het sluiten van een overeenkomst met het oog op het door verhuring ter beschikking stellen van vuurwapens niet als een activiteit van een tussenpersoon wordt beschouwd.

Volgens de gemachtigden van de minister moet de ontworpen bepaling in die zin worden aangevuld.

Voorts blijkt uit de bespreking van die bepaling dat daarin inzonderheid bedoeld wordt op twee categorieën van tussenpersonen, namelijk de gewone makelaars, die voor rekening van een klant bij een fabrikant wapens bestellen, "maar tevens de zogeheten 'brokers' die op internationaal vlak optreden en bijvoorbeeld vanuit een Belgische vestiging wapens bestellen in een voormalig Oostblokland om ze te laten leveren in een Afrikaans land, al dan niet via het Belgische grondgebied".

In de ontworpen tekst wordt evenwel niet aangegeven dat de tussenpersoon vanaf het Belgisch grondgebied moet handelen. De ontworpen tekst dient, wat dit punt betreft, duidelijker te zijn.

Volgens de gemachtigden van de minister hoeft de tussenpersoon niet noodzakelijk vanuit België te opereren, aangezien het voldoende is dat de handelsactiviteit verband houdt met het Belgisch grondgebied. Zo zal een Spaanse tussenpersoon die vanuit Spanje opereert een erkenning in België moeten bezitten wanneer hij zijn diensten wenst aan te bieden voor de aankoop van wapens in België.

De vraag rijst of zulk een erkenning bestaanbaar is met de Europese regels betreffende het vrij verrichten van diensten. Artikel 49 (ex-artikel 59) en artikel 50 (ex-artikel 60), derde alinea, van het EG-Verdrag verbieden immers elke discriminatie ten aanzien van een dienstverstrekker op grond van zijn nationaliteit of zijn woonplaats. De artikelen 46 (ex-artikel 56), lid 1, en 55 (ex-artikel 66) bepalen dat de Staten de mogelijkheid behouden om wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen uit te vaardigen, waarbij een bijzondere regeling wordt vastgesteld voor vreemdelingen, welke bepalingen uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid gerechtvaardigd zijn. Deze afwijkingsbepaling dient strikt te worden geïnterpreteerd.

.../...

Tot slot onderzoekt het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen of beperkingen van het vrije verkeer van diensten wel kunnen worden toegestaan, zelfs al zijn die niet discriminerend. Het vrije verkeer van diensten, dat een fundamenteel beginsel van het verdrag is, kan alleen worden beperkt door regelingen van algemeen belang die van toepassing zijn op alle personen of ondernemingen die werkzaam zijn op het grondgebied van de lidstaat waarvoor de dienstverrichting bestemd is, voorzover dat belang niet veilig gesteld wordt door regels die de dienstverrichter moet naleven in de lidstaat waar hij gevestigd is. Bovendien moeten de genoemde voorschriften objectief noodzakelijk zijn om naleving van de beroepsregels te waarborgen en de daarmee beoogde belangen te beschermen. Tot slot mag de maatregel niet onevenredig zijn aan het nagestreefde doel.

Het is in het licht van die beginselen dat de ontworpen bepaling moet worden onderzocht.

Zo zal de tussenpersoon die zijn activiteit op het Belgisch grondgebied wenst uit te oefenen hoewel hij hier niet gevestigd is, een erkenning moeten krijgen. Zoals het ontwerp thans gesteld is, veronderstelt zulks dat hij zijn beroepsbekwaamheid voor die activiteit bewijst en dat hij aantoont dat de voor zijn activiteit aangewende financiële middelen een wettige herkomst hebben overeenkomstig de vereisten van de Belgische wetgeving, waarbij geen rekening wordt gehouden met de vergunningen die deze dienstverrichter eventueel reeds verkregen heeft in de lidstaat van de Europese Unie waarin hij gevestigd is.

In een arrest van 17 december 1981 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen geoordeeld dat de omstandigheid dat de in het buitenland gevestigde dienstverrichter beschikt over een door de staat van vestiging afgegeven vergunning, er niet aan in de weg staat dat de staat waar de dienst wordt verricht, een vergunning eist, op voorwaarde dat die staat "rekening houdt met de bewijsstukken en waarborgen die de dienstverrichter voor de uitoefening van zijn werkzaamheden in de Lid-Staat van vestiging reeds heeft verschaft" ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾.

⁽⁶⁾ Zaak 279/80, Webb, Jur. HvJ, blz. 3327.

⁽⁷⁾ Zie in deze zin advies 30.940/2, dat op 28 november 2000 is gegeven over een voorontwerp van wet dat geleid heeft tot de wet van 10 juni 2001 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten (Belgisch Staatsblad van 19 juli 2001).

De ontworpen tekst dient dan ook grondig te worden herdacht opdat rekening wordt gehouden met de vereisten van het Europees recht.

c) Wat betreft de bevoegdheid die bij de ontworpen paragraaf 1, vierde lid, aan de Koning wordt opgedragen, wordt verwezen naar algemene opmerking I, 2.

d) De ontworpen paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de gouverneur die bevoegd is voor het verlenen van de erkenning die is van de plaats waar de wapenhandelaar is gevestigd. Krachtens het huidige artikel 1, tweede lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933, welke bepaling bij dit ontwerp niet gewijzigd wordt, dient de gouverneur, voordat hij zijn beslissing betreffende de erkenning neemt, evenwel het advies in te winnen van verschillende overheden en inzonderheid het met redenen omkleed advies "van de burgemeester van de gemeente waar de verzoeker voornemens is zijn activiteit uit te oefenen". Er is dus nu eens sprake van de vestigingsplaats van de wapenhandelaar en dan weer van de plaats waar hij van plan is zijn beroepsactiviteit uit te oefenen.

Op vragen betreffende de betekenis van die begrippen, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat die begrippen hetzelfde betekenen. Met het oog op de eenheid van terminologie, zou het beter zijn in het ontwerp slechts een van beide begrippen te hanteren.

e) Bij het ontwerp wordt artikel 1, paragraaf 1, derde lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933 opgeheven terwijl het vierde lid van diezelfde paragraaf behouden wordt.

Gelet op de opheffing van het derde lid, kan in het vierde lid geen sprake meer zijn van een beslissing tot weigering vanwege de Minister van Justitie. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat deze bepaling bijgevolg eveneens moet worden herzien.

.../...

f) In de Franse tekst schrijve men, voor de wijzigingen die in paragraaf 2, 2°, worden aangebracht :

"i) par la loi du 10 avril 1990 ... (voorts als in het ontwerp);

j) par la loi du 19 juillet 1991 ... (voorts als in het ontwerp)".

g) De wijziging die in paragraaf 2, 3°, wordt aangebracht, heeft betrekking op de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen. In die bepaling is evenwel ook sprake van een "veiligheidsmaatregel". Op vragen in dit verband hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat veiligheidsmaatregelen ten aanzien van rechtspersonen geen zin hebben. De ontworpen bepaling behoort dan ook te worden herzien.

Artikel 5

Bij deze bepaling wordt in de voormelde wet van 3 januari 1933 een artikel 2bis ingevoegd.

Hierbij wordt verwezen naar algemene opmerking I, 2.

Er behoort te worden geschreven dat het gaat om "een verzameling van meer dan tien vergunningsplichtige vuurwapens".

Overigens is de verwijzing naar "artikel 1, § 1, vijfde tot zevende lid" onjuist, aangezien artikel 1, paragraaf 1, slechts vijf leden telt.

De ontworpen bepaling behoort op dit punt te worden herzien.

.../...

Artikel 6

Bij deze bepaling van het ontwerp wordt artikel 3 van de voormelde wet van 3 januari 1933 vervangen teneinde nauwer aan te sluiten bij de classificatie van de wapens zoals die inzonderheid vervat zit in de voormelde richtlijn 91/477/EEG.

a) De eerste categorie is die van de verboden wapens. In de ontworpen paragraaf 1, 1°, worden onder andere als verboden wapens beschouwd "anti-persoonsmijnen, valstrikmijnen en soortgelijke mechanismen, zijnde ieder tuig dat op of onder enig oppervlak of in de nabijheid daarvan wordt geplaatst, en ontworpen of aangepast is om te ontploffen of uiteen te spatten door de aanwezigheid of nabijheid van of het contact met een persoon, met inbegrip van de anti-hanteersbaarheidsmechanismen en blindmakende laserwapens ...".

Dat soort wapens is verboden bij internationale verdragen zoals het Verdrag van 10 oktober 1980 inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, goedgekeurd bij de wet van 6 december 1994, alsmede de aanvullende protocollen ervan. Protocol II, inzake het verbod of de beperking van het gebruik van mijnen, valstrikmijnen en andere mechanismen, zoals gewijzigd op 3 mei 1996, bevat een definitie van de antipersoonsmijnen, de valstrikmijnen en de andere mechanismen, alsook van de anti-hanteermechanismen.

Aangezien België dat Protocol heeft goedgekeurd, zou artikel 3, § 1, 1°, nauwer bij die definities moeten aansluiten.

België heeft ook Protocol III, inzake het verbod of de beperking van het gebruik van brandwapens goedgekeurd. In het wetsontwerp wordt daarnaar evenwel niet uitdrukkelijk verwezen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat daaraan niet is gedacht. De ontworpen tekst dient op dit punt te worden herzien.

.../...

b) In de ontworpen paragraaf 1, 10°, is sprake van "alle verdoken of geheime aanvalswapens die niet als wapen voor wapenrekken worden beschouwd". In het ontworpen onderdeel 6° is evenwel sprake van "vuurwapens die zodanig zijn vervaardigd of gewijzigd dat het dragen ervan niet of minder zichtbaar is dan wel dat de aanvalskracht wordt verhoogd en vuurwapens die uiterlijk gelijken op een ander voorwerp dan een wapen".

Volgens de gemachtigden van de minister zijn de wapens die in het ontworpen onderdeel 10° worden bedoeld meestal niet-vuurwapens, zoals bijvoorbeeld verdedigingssprays.

Bijgevolg zou in het ontworpen onderdeel 10° moeten worden gespecificeerd dat daarin niet-vuurwapens worden bedoeld.

c) Het ontworpen onderdeel 12° verbiedt "voorwerpen die niet als wapen zijn ontworpen maar waarvan, rekening houdend met de concrete omstandigheden, kan worden aangenomen dat ze door de drager ervan kennelijk worden bestemd voor het toebrengen van lichamelijk letsel aan of het bedreigen van personen".

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het er niet om gaat bijvoorbeeld het dragen van een honkbalknuppel te verbieden, maar wel die honkbalknuppel te kunnen bestempelen als verboden wapen wanneer deze gebruikt wordt om mensen mee te bedreigen of om er vandalenstreken mee te plegen.

Volgens het ontworpen onderdeel 12° kan elk voorwerp dat gebruikt wordt om iemand te kwetsen of te bedreigen omschreven worden als verboden wapen zelfs als dit voorwerp op zich voor heel andere doeleinden is bestemd.

Uit juridisch oogpunt is het niet deugdelijk om in een lijst die op exhaustieve wijze een opsomming wil geven van verboden wapens, een definitie op te nemen die van toepassing is op elk voorwerp dat, gelet op de concrete toedracht van een strafbaar feit, volgens de strafwet een wapen kan uitmaken waarvan het gebruik een verzwarende omstandigheid vormt.

.../...

De bepaling behoort te worden geschrapt.

d) De tweede categorie betreft de wapens voor wapenrekken. Naast die wapens voor wapenrekken wordt in de voornoemde richtlijn 91/477/EEG aandacht besteed aan een categorie van wapens die wel voldoet aan de definitie van de vuurwapens, maar er niet onder valt omdat het gaat om voorwerpen die "ontworpen zijn voor het geven van alarm of signalen, reddingsactiviteiten, slachten van dieren of visserij met harpoenen, of bestemd zijn voor industriële of technische doeleinden, mits zij alleen voor dat welbepaalde gebruik kunnen worden aangewend".

In de ontworpen wet wordt niet expliciet melding gemaakt van deze categorie wapens. Volgens de gemachtigden van de minister behoort de ontworpen wet te worden aangevuld door die categorie van wapens uitdrukkelijk op te nemen zoals thans het geval is in het koninklijk besluit van 1 maart 1998 betreffende de indeling in categorieën van sommige seinpistolen, sommige slachttoestellen, sommige verdovingswapens en van de toestellen voor de africhting van jachthonden.

Artikel 9

Deze bepaling van het ontwerp brengt een aantal wijzigingen aan in artikel 5 van de voornoemde wet van 3 januari 1933. Een van die wijzigingen heeft betrekking op het eerste lid van die bepaling. De Raad van State vraagt zich af of deze wijziging niet gekoppeld moet worden aan een andere wijziging waarin vermeld wordt dat de vergunningsplichtige vuurwapens enkel verkocht of overgedragen mogen worden aan personen die erkend zijn overeenkomstig artikel 1 en aan de erkende personen bedoeld in artikel 2bis. Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid van die bepaling.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat die wijziging eveneens betrekking moet hebben op de personen die erkend worden op grond van het ontworpen artikel 2bis.

.../...

Artikel 10

a) Deze bepaling van het ontwerp wijzigt in verschillende opzichten artikel 6 van de voornoemde wet van 3 januari 1933. Zoals reeds benadrukt werd in de algemene opmerking I, 1, zou het vanuit wetgevingstechnisch oogpunt wenselijk zijn artikel 6 helemaal te vervangen door een nieuwe bepaling.

b) Deze bepaling heeft betrekking op de vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen. Uit de ontworpen tekst blijkt niet duidelijk of die vergunning moet worden afgegeven vóór de aankoop van het desbetreffende wapen. Zou het niet beter zijn te bepalen dat een wapenhandelaar alleen een wapen mag verkopen aan een particulier als deze over een vergunning beschikt tot het voorhanden hebben van een vuurwapen ?

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat een persoon inderdaad geen vuurwapen kan kopen als deze niet vooraf in het bezit is van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen; zo luidt althans een bepaling in een ontwerp van koninklijk besluit houdende uitvoering van de nieuwe bepalingen van de ontworpen wet.

Zulk een voorwaarde zou evenwel uitdrukkelijk bepaald moeten worden in de ontworpen wet zelf. De ontworpen bepaling behoort in die zin te worden herzien.

c) Met betrekking tot de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, wordt in de bespreking van de bepaling de wil benadrukt om de bevoegdheid voor het afgeven van vergunningen tot het voorhanden hebben van een vuurwapen toe te vertrouwen aan de gouverneur, aangezien uit de praktijk gebleken is dat "de rechtszekerheid nu zwaar wordt aangetast door de soms zeer uiteenlopende interpretaties en vormen van eigen beleid vanwege de nu bevoegde politiecommissarissen. Door de wijziging wordt meer eenheid en gelijkheid beoogd. De korpschef van de lokale politie zal niet langer «rechter en partij» zijn en alleen nog optreden als adviesgevend orgaan.".

.../...

Welnu, in de ontworpen tekst wordt nog steeds voorzien in het eensluidend advies van de korpschef van de lokale politie van de verblijfplaats van de verzoeker vooraleer de bevoegde gouverneur de vergunning afgeeft. Daaruit vloeit voort dat de korpschef van de lokale politie steeds over een vetomogelijkheid beschikt ten aanzien van de beslissing van de gouverneur, hetgeen strijdig is met wat in de eerdergenoemde bespreking van de bepaling staat.

Volgens de gemachtigden van de minister bestaat er inderdaad een tegenstrijdigheid tussen het ontworpen dispositief en de bespreking daarvan. Die wijziging is namelijk het resultaat van de laatste Ministerraad tijdens welke het ontwerp onderzocht is.

Deze tegenstrijdigheid behoort bijgevolg te worden weggewerkt.

Voorts wordt in de tekst niets bepaald over de gevolgen van de niet-naleving van de termijn van twee maanden waarover de korpschef van de lokale politie beschikt om zijn eensluidend advies te geven of dit te weigeren.

De gemachtigden van de minister stellen dat, wanneer de korpschef van de lokale politie geen advies heeft gegeven binnen de vooropgestelde termijn, de gouverneur dat niet mag negeren en zijn beslissing moet opschorten tot wanneer hij over dat advies zal beschikken. Er behoort in een mechanisme te worden voorzien waarbij de procedure kan worden voortgezet bij het uitblijven van een advies binnen de vooropgestelde termijn.

d) De ontworpen paragraaf 2 van zijn kant heeft uitsluitend betrekking op "het advies van de Veiligheid van de Staat" en niet op een eensluidend advies. Gevraagd om uitleg omtrent dat onderscheid hebben de gemachtigden van de minister verklaard dat een eensluidend advies hier beter op zijn plaats zou zijn, aangezien alleen de Veiligheid van de Staat onderzoeken kan voeren met betrekking tot niet-inwoners. De ontworpen bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

.../...

Overeenkomstig artikel 7 van de voornoemde richtlijn 91/477/EEG mag bovendien geen vergunning voor de aankoop van een vergunningsplichtig vuurwapen verleend worden aan een ingezetene van een andere lidstaat zonder het voorafgaand akkoord van die lidstaat. De vergunning tot het voorhanden hebben van zulk een wapen kan maar worden afgegeven wanneer de lidstaat waar de houder ervan woont van het voorhanden hebben op de hoogte wordt gebracht.

Welnu, in de ontworpen bepaling wordt daaromtrent niets bepaald. Ze behoort in die zin te worden aangevuld.

e) In de ontworpen paragraaf 3 worden de voorwaarden opgesomd waaraan voldaan moet zijn om de vergunning te krijgen tot het voorhanden hebben van een vuurwapen.

Onder die voorwaarden wordt in het ontworpen onderdeel 3° bepaald dat de persoon die om zulk een vergunning verzoekt "niet eerder het voorwerp geweest (mag) zijn van de schorsing of de intrekking van een vergunning tot het voorhanden hebben van of het dragen van een wapen".

Wat betreft de schorsing van de vergunning tot het voorhanden hebben van of het dragen van een wapen, kan het zijn dat deze beperkt is in de tijd en dat ze niet meer van kracht is op het ogenblik van de indiening van een nieuw verzoek om een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen. De gemachtigden van de minister zijn het erover eens dat er derhalve bepaald zou moeten worden dat de schorsing nog steeds van kracht moet zijn opdat de nieuwe vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen kan worden geweigerd.

f) Voor de ontworpen onderdelen 5° en 7° wordt verwezen naar de algemene opmerking I, 2.

.../...

g) In het ontworpen onderdeel 6° wordt onder de voorwaarden die worden opgelegd voor het bekomen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen bepaald dat de "persoon samenwonend met de aanvrager (...) zich (niet) tegen de aanvraag (verzet)". Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het om om het even welke persoon kan gaan, ook minderjarigen die samenwonen met de aanvrager. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het evenwel beter zou zijn om geen rekening te houden met de al dan niet akkoordbevinding van jonge kinderen, enerzijds omdat jonge kinderen over een te gering onderscheidingsvermogen beschikken en anderzijds omdat zij gezinsconflicten kunnen doen ontstaan.

Deze bepaling behoort grondig te worden herdacht.

Artikel 11

a) Volgens het ontworpen artikel 7, eerste lid, "(moet) de verzoeker (...) een attest van psychische geschiktheid voor het dragen van een wapen voorleggen".

Ondervraagd over het onderscheid dat behoort te worden gemaakt tussen dit attest en het medisch attest dat vereist is voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen, hebben de gemachtigden van de minister verklaard dat het attest bedoeld in het ontworpen artikel 7 behoort te worden opgesteld door een arts, een psychiater of een erkend psycholoog, en dat daaruit zou moeten blijken dat de aanvrager van een wapendrachtvergunning psychisch in staat is om een wapen in alle veiligheid te manipuleren.

Volgens de bespreking van deze bepaling,

"(...) gaat (het) niet over het ondergaan van een echt psychologisch of zelfs psychiatrisch onderzoek, maar over een eenvoudig medisch attest dat ook door een huisarts kan worden afgeleverd. Het is duidelijk dat een persoon die wordt behandeld voor een depressie, die een alcohol- of drugprobleem heeft, die bekend staat als agressief of die mentaal heel onstabiel is niet in aanmerking mag komen. Om zulks vast te stellen is geen uitgebreid persoonlijkheidsonderzoek nodig en kan de ervaring van de gewoonlijk behandelende arts met zijn patiënt voldoende aanwijzingen brengen".

.../...

De uitleg van de gemachtigde ambtenaren komt niet helemaal overeen met deze bespreking. Volgens hen zijn het erkende artsen die attesten kunnen afgeven over de psychische geschiktheid en is hun onderzoek niet oppervlakkig.

Als het de bedoeling is een uitgebreid onderzoek te voeren naar de persoonlijkheid van de gegadigden voor het dragen van een wapen, behoort dit duidelijk te worden vermeld in de ontworpen wet, aangezien het om een inbreuk op het privé-leven van het individu gaat. Overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet kan alleen bij de wet bepaald worden in welke gevallen en onder welke voorwaarden inbreuk mag worden gemaakt op het privé-leven.

De ontworpen tekst behoort op dit punt grondig te worden herzien.

b) Het vierde lid van artikel 7 van de voornoemde wet van 3 januari 1933 wordt niet gewijzigd door de ontworpen wet. De gemachtigden van de minister zijn het er evenwel over eens dat in dat lid behoort te worden gepreciseerd dat het eveneens om "wettige redenen" gaat.

Artikel 13

Deze bepaling vervangt artikel 8 van de voornoemde wet van 3 januari 1933, teneinde inzonderheid de rechtstoestand te wijzigen van de houders van een jachtverlof en de houders van een sportschutterslicentie. Uit dat oogpunt wordt verwezen naar algemene opmerking II.

Artikel 14

Deze bepaling van het ontwerp heft de artikelen 9, 10, 11, 12 en 13 op van de voornoemde wet van 3 januari 1933. Artikel 12bis van diezelfde wet blijft evenwel bestaan. Vanuit wetgevingstechnisch oogpunt is het erg wenselijk om een nieuwe wettekst aan te nemen, zoals ook benadrukt is in algemene opmerking I, 1. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de structuur van de voornoemde wet

.../...

van 3 januari 1933 behoort te worden herzien gelet op het belang van de ontworpen wijzigingen. Artikel 12bis van dezelfde wet van zijn kant dient te worden ingevoegd in artikel 7 van de wet.

Artikel 16

Artikel 14bis van de voornoemde wet van 3 januari 1933 wordt op heel wat punten aangevuld. Krachtens het ontworpen onderdeel 9° is het voortaan verboden "wapens, daarin begrepen namaakwapens, en speelgoed te verkopen binnen een zelfde handelszaak".

In de ontworpen bepaling wordt evenwel niet bepaald wat begrepen dient te worden onder "namaakwapen". Volgens de gemachtigden van de minister wordt zulk een definitie vastgelegd in een koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot indeling van sommige gas- en luchtwapens en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de wapens voor wapenrekken en het koninklijk besluit van 11 januari 1995 tot indeling van sommige alarmwapens bij de categorie verweerwapens.

Het zou evenwel wenselijk zijn dat zulk een definitie rechtstreeks vastgelegd wordt door de wetgever.

Artikel 17

In het ontworpen artikel 14quater, 5°, wordt bepaald dat het vervoeren van vuurwapens (...) slechts (is) toegelaten aan professionele internationale vervoerders, mits de wapens op Belgisch grondgebied niet worden uitgeladen of overgeladen. Internationale vervoerders die wapens op het Belgisch grondgebied zouden uitladen, moeten volgens het ontworpen onderdeel 4° daartoe een erkenning overeenkomstig artikel 1 hebben verkregen.

Het ontworpen artikel 1 bepaalt evenwel dat de wapenhandelaars in België gevestigd moeten zijn; de tussenpersonen daarentegen hoeven niet noodzakelijk op het grondgebied gevestigd te zijn.

.../...

Hoe zit het met de internationale vervoerders ? Een dergelijke vestigingsvoorwaarde voor internationale vervoerders is in strijd met het Europees recht en meer in het bijzonder met het vrij verrichten van diensten, zoals reeds is opgemerkt bij artikel 3 van het ontwerp.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat deze bepaling duidelijker moet zijn wat de erkenning van de internationale vervoerders betreft.

Artikel 19

Verwezen wordt naar algemene opmerking I, 2.

Artikel 22

Het is de Raad van State niet duidelijk welke zin het heeft in de ontworpen paragraaf 2 het volgende te bepalen : "De bepalingen van deze wet zijn niet van toepassing op de messen met een of meer plooibare en niet-blokkeerbare lemmeten van maximum 10 cm lengt, noch op gewone gebruiksvoorwerpen". Het spreekt immers vanzelf dat een regeling betreffende wapens niet van toepassing is op voorwerpen die niet gemaakt zijn om als wapen te dienen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat deze bepaling vastgesteld is om te voorkomen dat politiediensten bijvoorbeeld bij wapenhandelaars zakmessen in beslag nemen.

Zulke inbeslagnames stroken echter niet met de wet, aangezien die zakmessen, zoals is opgemerkt bij artikel 6, gebruikt moeten zijn om personen te bedreigen of om daden van vandalisme te plegen opdat ze gekwalificeerd kunnen worden als verboden wapens in de zin van het Strafwetboek.

.../...

Het ontworpen artikel 22, § 2, moet bijgevolg vervallen.

Artikel 23

a) Wat het ontworpen artikel 24, eerste lid, 4°, 5° en 6° betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking II.

b) De nieuwe leden die ingevoegd worden in artikel 24 van de wet strekken ertoe de personen die gemachtigd zijn om overtredingen op te sporen en vast te stellen, in staat te stellen voorlopig wapens en munitie alsook de in de wet genoemde erkenningen en vergunningen in beslag te nemen, in afwachting dat de bevoegde gouverneur een definitieve beslissing neemt. Zoals de gemachtigden van de minister hebben opgemerkt, treden die officieren van gerechtelijke politie op in het kader van taken van bestuurlijke politie. Terwijl er voor de inbeslagneming in strafzaken een duidelijke juridische regeling bestaat, zijn in het onderhavige geval de voorwaarden, de regels voor "bestuurlijke" inbeslagneming en de waarborgen inzake de rechten van derden niet vastgesteld, en is ook niets bepaald over de afgifte van een ontvangstbewijs.

Deze bepaling moet wat dat betreft worden aangevuld.

Zo ook blijft deze bepaling erg vaag over de nadere regels voor het toezicht dat die officieren van gerechtelijke politie preventief zullen moeten uitoefenen ten aanzien van de wapenhandelaars en de andere erkende personen alsook van de particulieren die houder zijn van een vergunning hebben tot het voorhanden hebben van een vuurwapen.

Mogen ze daartoe iedere plaats betreden, met inbegrip van privé-woningen ?

De ontworpen regeling moet daaromtrent veel duidelijker zijn, waarbij artikel 15 van de Grondwet in acht moet worden genomen.

.../...

Artikel 26

Wat de verschillende bevoegdheidsopdrachten aan de Koning betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking I, 2.

Bovendien zou de ontworpen wet duidelijker moeten zijn omtrent begrippen als "registratie" en "nummering" van de vuurwapens, aangezien het doel van het wetsontwerp erin bestaat ervoor te zorgen dat de vuurwapens op het Belgisch grondgebied kunnen worden opgespoord.

Wat dat betreft verwijst de Raad van State tevens naar het advies van de Europese Commissie, die het volgende heeft gezegd :

"De Commissie heeft vragen bij de wijze waarop België van plan is binnen de interne markt de bepalingen van het ontwerp van wapenwet toe te passen die betrekking hebben op de registratie van vuurwapens. Er behoort op gewezen te worden dat, ook al kunnen na vuurwapens andere middelen komen, er geen nieuwe registratievereisten ingevoerd mogen worden waarbij extra vormvoorschriften in het leven worden geroepen en die extra kosten met zich meebrengen voor de wederverkopers in andere lidstaten, tenzij die maatregelen gewettigd zijn omdat ze noodzakelijk zijn.

Aangezien de voorwaarden en de nadere regels voor registratie van de wapens overeenkomstig artikel 26 van de ontwerpregeling bepaald moeten worden door de Koning, is de Commissie thans niet in staat haar advies uit te brengen over de bepalingen betreffende de registratie".

Bij de huidige stand van het ontwerp is het dus niet mogelijk te bepalen hoe de registratie van de wapens zal geschieden, aangezien de bevoegdheidsopdrachten aan de Koning vaag zijn.

Artikel 27

Bij het ontworpen artikel 30 wordt een federale wapendienst opgericht bij de Minister van Justitie. De ontworpen paragraaf 1 bepaalt de taken van die dienst en de ontworpen paragraaf 2 heeft betrekking op de samenstelling en de werkwijze ervan.

.../...

a) Er dient aan te worden herinnerd dat de organisatie van de administratieve diensten van de Staat, krachtens de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet een prerogatief van de uitvoerende macht is.

Het staat aan de Koning, aan wie artikel 37 van de Grondwet de federale uitvoerende macht opdraagt, om de administratieve diensten die daaronder ressorteren op te richten, te behouden of af te schaffen, en de uitoefening van het gezag over die diensten te organiseren, wat betekent dat Hij tevens de ministeriële bevoegdheden ten aanzien van die diensten kan verdelen, de nadere regels voor de eventueel gezamenlijke uitoefening ervan kan bepalen en daartoe ministeriële comités of administratieve coördinatie-organen kan oprichten ⁽⁸⁾.

De wetgevende macht kan bijgevolg de bepalingen van het ontworpen artikel 30, § 2, niet voor haar rekening nemen zonder op het terrein van de bevoegdheden te treden die de Grondwet voor de Koning reserveert; door de wetgevende macht daartoe uit te nodigen, zou de uitvoerende macht haar eigen bevoegdheden prijsgeven.

Het ontworpen artikel 30, § 2, moet vervallen.

b) Een van de taken van de federale wapendienst bestaat erin te zorgen voor "de uitwerking van de technische, theoretische, praktische en psychische bekwaamheidsproeven bedoeld in deze wet en [voor] de organisatie van het examen inzake beroepsbekwaamheid voor de wapenhandelaars".

⁽⁸⁾ Zie in die zin tevens advies 24.770/2, gegeven op 27 maart 1996 over een voorontwerp dat de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst is geworden (Belgisch Staatsblad van 18 december 1998).

Er wordt hier dus een bevoegdheid overgedragen aan een administratieve overheid. Die subdelegatie is buitensporig voorzover daarbij geen enkele precisering wordt gegeven aangaande de materies waarover die verschillende tests moeten gaan.

Zulk een verordeningsbevoegdheid moet beter omschreven worden en toevertrouwd worden aan de Koning.

c) Op de vraag wat de strekking is van de test betreffende de "psychische bekwaamheid", hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat het niet om een test gaat, aangezien de federale wapendienst bevoegd is om de lijst met de experts op te maken, die kunnen nagaan of diegene die een vergunning voor wapendracht wenst, psychisch bekwaam is.

Zoals reeds is opgemerkt bij artikel 11 van het ontwerp moet de ontworpen regeling daarover duidelijker zijn, inzonderheid wat betreft de criteria die gehanteerd zullen worden voor de selectie van de experts.

Artikel 30

Deze bepaling wijzigt artikel 14 van de wet van 24 mei 1888 houdende regeling van de toestand van de proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik. Op de vraag wat de strekking is van die wijziging, hebben de gemachtigden van de minister uiteengezet dat het wenselijk was de Minister van Justitie in staat te stellen op te treden bij de controle van de activiteiten van de proefbank die gevestigd is te Luik. De ontworpen bepaling zegt evenwel niets over de aard van die controle en de wijze waarop die wordt uitgevoerd.

Het wekt verbazing dat terwijl het wetsontwerp een aantal taken toevertrouwt aan die proefbank, de wet waarbij die proefbank is opgericht ongewijzigd blijft, op het genoemde artikel 14 na.

.../...

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de taken van die proefbank en de wijze waarop haar activiteiten worden gecontroleerd nader zouden worden omschreven bij een ander voorontwerp van wet.

Artikel 32

a) De ontworpen paragraaf 1 voorziet in een soort amnestie voor al wie, op de datum van inwerkingtreding van de ontworpen wet, in het bezit zou zijn van een vuurwapen zonder daarvoor een vergunning te hebben. Die personen zullen hun toestand kunnen regulariseren volgens een door de Koning te bepalen procedure, zonder dat ze vervolgd zullen worden wegens het tot op dat tijdstip onwettig voorhanden hebben van een wapen.

In de bespreking van de ontworpen bepaling staat het volgende :

"Er zal wel worden nagegaan of de betrokken wapens niet worden opgespoord omdat ze gediend hebben bij het plegen van criminele feiten".

In de ontworpen bepaling wordt daarover niets gezegd, terwijl artikel 33 van het ontwerp wel amnestie voorstaat, maar dan alleen "voor zover het betrokken wapen niet wordt gezocht of staat geseind".

Laatstgenoemde precisering zou bijgevolg ook in paragraaf 1 van artikel 32 van het ontwerp moeten worden opgenomen.

b) De ontworpen paragraaf 2 heeft betrekking op de personen die een vuurwapen voorhanden hebben dat krachtens de ontworpen wet vergunningsplichtig wordt.

Die personen moeten dat wapen aangeven bij de bevoegde gouverneur ofwel via de lokale politie, ofwel via een erkende wapenhandelaar.

.../...

In tegenstelling tot de lokale politie is een wapenhandelaar een handelaar op wie een bepaalde verantwoordelijkheid zal rusten, in die zin dat hij moet uitmaken voor welke van de wapens die hem in het kader van deze bepaling worden voorgelegd, een vergunning vereist is. Hoe zit het met de verantwoordelijkheid van die wapenhandelaars wanneer ze een bepaald vuurwapen niet als vergunningsplichtig hebben aangewezen, terwijl ze dat wel hadden moeten doen, en de eigenaar van het wapen vervolgens veroordeeld wordt wegens onwettig bezit van een vuurwapen ?

Daarnaast heeft deze bepaling betrekking op de toestand van de houders van een jachtverlof, een sportschutterslicentie of een Europese vuurwapenpas. Er zijn twee alternatieven : ofwel wordt het wapen automatisch geregistreerd op de naam van de genoemde houder, ofwel wordt hem een vergunning afgegeven "mits hij meerderjarig is en geen veroordelingen heeft opgelopen zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van de voornoemde wet".

Er wordt evenwel niet bepaald wanneer het ene en wanneer het andere alternatief wordt toegepast.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister, heeft het eerste alternatief slechts betrekking op de houders van een jachtverlof en de houders van een sportschutterslicentie; het tweede alternatief geldt voor de eigenaars van vuurwapens die gebruikt worden voor de jacht of voor het sportschieten, die geen ad hoc-vergunning hebben.

De ontworpen bepaling moet wat dat betreft verduidelijkt worden.

Artikel 33

a) De ontworpen paragraaf 1 bepaalt dat wie op de datum van inwerking-treding van deze wet een verboden wapen of een wapen of munitie bedoeld in artikel 32, § 1, bezit, hiervan bij een lokale politiedienst ongestraft en anoniem afstand kan doen voorzover het betrokken wapen niet wordt gezocht of staat geseind.

.../...

Zoals de bepaling geformuleerd is, kan er pas sprake zijn van kwijtschelding van straf indien het ingeleverde wapen niet "wordt gezocht of geseind staat". Er wordt echter, zoals de gemachtigden van de minister gesteld hebben en tevens bepaald is in artikel 32, § 1, van het ontwerp, geen straf voor het verboden bezit van een vuurwapen uitgesproken ook al is het betrokken wapen gestolen of wordt het gezocht.

De ontworpen regeling moet wat dat betreft duidelijker worden gesteld.

Bovendien is het ook mogelijk - wat bevestigd wordt door de gemachtigden van de minister - dat iemand een wapen bezit dat tot op heden een vergunningsplichtig wapen was, maar dat krachtens de nieuwe indeling vastgesteld door de ontworpen wet een verboden wapen wordt.

Indien de eigenaar van dat wapen een vergunning bezat om dat soort wapen voorhanden te hebben, is het onredelijk dat hij dat wapen moet inleveren zonder dat hij daarvoor vergoed wordt. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt het volgende :

"Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemenen nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling".

Het staat dus aan de wetgever en niet aan de Koning om te bepalen onder welke voorwaarden een vuurwapen dat iemand tot op heden wettig voorhanden had, ingeleverd en vervolgens vernietigd wordt. Net zoals van tevoren een billijke vergoeding moet worden vastgesteld voor het verlies van dat goed.

b) De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in de ontworpen paragraaf 2 gespecificeerd moet worden dat het automatisch vuurwapen ofwel aan een erkend wapenhandelaar, ofwel aan een erkend tussenpersoon of een erkend verzamelaar overgedragen kan worden, aangezien de uitdrukking "erkend persoon" vaag is en bijvoorbeeld niet slaat op de wapenvervoerder die ook een erkenning moet krijgen.

La chambre était composée de

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. QUERTAINMONT,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraad,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédigée et exposée par
Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT- DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS